

Matteo Renzi a déclaré que le sommet européen est 27 vendredi à Bratislava a été « une occasion perdue » et s'est dit déçu par les dirigeants français et allemand. © EPA



MONDE

TTIP et Ceta : contestés, loin d'

COMMERCE Les accords de libre-échange avec les USA et le Canada font l'objet de fortes résis

- ▶ L'opposition des francophones belges bloque « pour l'instant » la signature de l'accord commercial entre l'Union européenne et le Canada.
- ▶ Les ministres européens en charge du Commerce font le point en fin de semaine.
- ▶ Une manifestation d'ampleur a lieu mardi à Bruxelles.

ANALYSE
Chaude semaine en perspective pour les accords commerciaux négociés par les Européens avec les Américains ! Ce mardi, des milliers de manifestants sont annoncés à Bruxelles pour dire « stop » au TTIP et au Ceta, les accords de libre-échange et d'investissements négociés avec les Etats-Unis et le Canada. Le premier est toujours en négociation, mais le doute s'est installé. Le second est bouclé, mais la signature, imminente, cale toujours... sur l'absence de consensus en Belgique, entre entités fédérale et fédérées. Si le gouvernement flamand a donné son feu vert vendredi dernier, les Belges francophones refusent à ce stade de donner les pleins pouvoirs au fédéral pour la signature du traité. Les ministres européens en charge du Commerce feront le point en fin de semaine. Entretemps, les tractations iront bon train, à tous les étages... Quel est le problème ?

Manifestement, le TTIP est devenu un sérieux enjeu électoral. En France, l'anti-européenne protectionniste Marine Le Pen est depuis longtemps partie à l'assaut du projet d'accord avec les Etats-Unis. Le patron des Républicains, l'ex-président Sarkozy, veut stopper les négociations cette année, pour les reprendre « sur de nouvelles bases » en 2017. Et les socialistes au pouvoir estiment désormais qu'il faut arrêter les pourparlers. Pour éventuellement les redémarrer avec une nouvelle Administration américaine. En Allemagne, le ministre social-démocrate de l'Economie Sigmar Gabriel ne dit pas autre chose, jugeant que « les négociations ont, de facto, échoué » ; les élections, en Allemagne, c'est pour l'automne prochain. Et en Belgique, le Premier ministre Charles Michel, dans un entretien à *L'Echo* le 3 septembre, appuyait aussi sur la pédale de frein : « Ce traité peut

représenter de la croissance et de l'emploi pour l'Europe, à la condition qu'il soit équilibré. Ce qui est sur la table ne semble pas l'être. Donc, pour le moment, je préfère dire que ça ne va pas et qu'on reprendra peut-être les négociations plus tard ».

A cela, la Commission européenne réplique que les négociations... continuent. Jeudi dernier, la date d'un nouveau « round » de pourparlers a même été annoncée par la commissaire au Commerce Cecilia Malmström et son homologue US Michael Froman : ce sera pour la semaine du 3 octobre, à New York. La veille, douze Etats membres de l'UE avaient chaudement encouragé la commissaire à poursuivre la négociation. La chancelière allemande Merkel, dont on connaît le poids dans l'UE, n'a pas non plus enterré le projet.

« Trop important pour échouer »

Il n'empêche. En coulisses, les négociateurs le disent : « Ça cale », indique une source proche du dossier. Sentant l'odeur du roussi, BusinessEurope, la fédération patronale européenne, s'est écriée le 30 août, et le répète depuis : la négociation « must go on » ! « Le TTIP est trop important pour échouer », plaide la présidente Emma Marcegaglia. Nous avons besoin de renforcer la croissance et les emplois en Europe et le TTIP est l'un des meilleurs moyens pour y arriver ».

C'est dans ce contexte tendu que les ministres européens en charge du Commerce se retrouvent pour un Conseil informel, ces jeudi soir et vendredi à Bratislava (la Slovaquie assure pour six mois la présidence tournante). Matthias Fekl a déjà redit son intention de demander l'arrêt des négociations, en remettant en cause le mandat de la Commission. A confirmer. Tactiquement, une source informée re-

lève toutefois qu'il ne serait « pas très heureux » que ce soient les Européens qui prennent l'initiative de dire stop, alors que c'est l'administration américaine en bout de course qui est en difficulté, incapable de répliquer aux demandes « offensives » de l'UE.

Le commissaire européen Pierre Moscovici (un compatriote de Fekl) a en tout cas souligné qu'il faudrait pour arrêter la Commission un vote « à l'unanimité » des 28. Juridiquement, certains ont des doutes. Mais il est clair que plus personne ne croit sérieusement à la possibilité de boucler un « accord équilibré et ambitieux » avant le départ d'Obama. Même la piste d'un pré-accord à minima sur quelques points se heurte à de fortes réticences. Et pour la suite, ce sont les deux prétendants à la Maison-Blanche qui se montrent pour le moins réservés. Bref, dans ce climat plombé, rien ne peut assurer que le TTIP verra un jour le jour.

Dès lors, il faut tout faire pour

sauver le « soldat Ceta » ! C'est le credo de tous les dirigeants. Et de Juncker, qui n'a pas pipé mot du TTIP dans son discours l'état de l'Union, mais a exhorté les Etats membres à conclure au plus vite l'accord finalisé avec le Canada, « le meilleur, et le plus progressiste, jamais négocié par l'UE ». Imposer du bœuf aux hormones, des OGM, ou du poulet lessivé au chlore, comme les opposants au TTIP le redoutent parfois ? « Cela ne s'est pas fait avec le Ceta ! », souligne une source officielle. « C'est un excellent accord. Les Canadiens voulaient conclure avec nous, avant les Etats-Unis. Pour avoir accès à notre marché, ils ont fait énormément de concessions à l'UE et ouvert leurs marchés. Ce sont les Etats-Unis qui veulent que le Ceta échoue, parce qu'ils craignent les règles que l'on a imposées aux Canadiens, qui ont des valeurs très proches des nôtres. Cela place la barre très haut ».

Et donc : mettre le TTIP sous le boisseau pour en terminer au plus

vite avec le Ceta ? Le temps presse : la signature est à l'agenda d'un sommet UE-Canada le 27 octobre ! Mais là aussi, des écueils subsistent. Et la Belgique est en première ligne.

Blocage wallon

En juillet, la Commission a déposé le texte proposé à la signature du Conseil (les capitales). Mais on estime que l'UE ne prendra pas le risque d'aller au sommet avec le Canada pour signer le « contrat » si un Etat renâcle – sous pression de nombreux pays, la Commission a fini par accepter début juillet que le traité serait « mixte », et devrait donc être signé par tous les Etats membres. Or, en Belgique, où les entités fédérées ont leur mot à dire pour les matières qui les concernent, les parlements francophones (wallon, de la Communauté française et le Parlement francophone bruxellois) font de la résistance.

Le Parlement wallon a ainsi de-

mandé au gouvernement de s'abstenir, au moins le temps que la Cour de Justice de l'UE donne son avis sur la compatibilité entre l'accord négocié avec Ottawa et les Traités européens. Résultat : le gouvernement n'a toujours pas les pleins pouvoirs pour aller signer le 27 octobre. « Pour l'instant, dit une source officielle, sans autre détail : On cherche une solution qui rencontrerait leurs préoccupations, qui trouverait d'ailleurs leurs réponses dans le traité ! Mais il n'est plus possible de rouvrir le texte. Chacun prendra ses responsabilités... ». Sans déblocage à temps, la Belgique s'abstiendra-t-elle ? Votera-t-elle contre ? « Beaucoup de questions se posent, car c'est la première fois que l'on est confrontés à un accord aussi politique et sensible aux yeux de l'opinion publique », relève une autre source proche du dossier.

Et il n'y a pas qu'en Belgique que cela coince. L'Autriche, aussi, a émis des réserves, il y a une dizaine de jours. La Slovaquie et la



On manifestait hier à Berlin contre le TTIP, non sans humour. © PHOTO NEWS

LE FLORILÈGE DES RÉCRIMINATIONS DE DIFFÉRENTES ASSOCIATIONS À L'ENCONTRE DU TTIP



Préserver les normes

« Nos normes sociales et environnementales sont la base d'une démocratie économique, sociale et écologique. Les produits importés doivent respecter ces normes ; selon nous, la politique commerciale doit même être utilisée pour promouvoir ces normes, surtout quand il s'agit d'échanges avec d'autres pays dits « développés ». La coopération réglementaire proposée dans le contexte de ces négociations risque de produire le contraire, en donnant aux lobbys patronaux la possibilité d'influencer les politiques très tôt dans le processus législatif, avant l'implication des instances démocratiques tels que les parlements ».



Dérégulation

« Le Ceta rend difficile voire impossible de limiter la taille des institutions financières, la valeur totale des transactions et des actifs des établissements financiers, donc la possibilité de limiter les opérations spéculatives et l'apparition de banques « too big to fail ». La réintroduction du contrôle des capitaux est aussi largement prônée depuis la dernière crise. Mais le Ceta va dans le sens contraire ».



Menace sur les conventions collectives

« Le mécanisme de règlement des différends (ICS) dans sa forme actuelle permet non seulement aux investisseurs d'attaquer tous les instruments pris par les autorités publiques, tel le droit du travail, mais aussi potentiellement les conventions collectives du secteur privé rendus obligatoires. En effet, personne n'est aujourd'hui en mesure d'assurer que ces dernières sont formellement exclues du champ d'application de l'ICS ».



Réseau wallon de lutte contre la pauvreté : l'aggravation des inégalités

« Plusieurs éléments font craindre le pire en matière d'aggravation des inégalités par l'augmentation encore de la concentration des richesses diverses dans les mains des plus aisés si de tels accords étaient signés ! Or il n'est plus à prouver que l'enrichissement des uns se nourrit de l'appauvrissement des autres ! Le TTIP inclut des mécanismes qui pousseront irrémédiablement à libéraliser les services publics, comme certains secteurs de l'éducation, la formation et la santé. Les services publics, organisés pour donner l'accès aux droits de base, aux droits économiques, sociaux et culturels, A TOUS, restent les piliers de la réduction des inégalités, donc de l'éradication de la pauvreté ».



Mutualité Neutre de la Santé
 VOTRE BIEN-ÊTRE, VOTRE SÉCURITÉ



Les mutuelles (1) : un risque pour le système des soins de santé

« TTIP et CETA sont un risque pour notre système de soins de santé. Ces accords de libre-échange signifient d'avantage de privatisation et de commercialisation des soins de santé et des services sociaux, ce qui conduira à moins d'attention pour les patients qui accéderont plus difficilement à des soins de qualité. En plus, en donnant plus de pouvoir aux multinationales, les Etats membres de l'Union seront moins à même de mener leur propre politique en matière de soins de santé, de prévention et d'assurance-maladie ».

(1) Position commune des Mutualités chrétiennes, Mutualités neutres, Solidaris-Mutualités socialistes, Mutualités libérales et Mutualités libres



La coalition Climat (1) : un encouragement à la surconsommation

« Ces traités sont une incitation à la surconsommation, entraîneront une augmentation des émissions liées au transport, et sont un obstacle à une politique énergétique ambitieuse... Signer le TTIP et Ceta ? C'est s'assurer de ne pas parvenir à respecter nos engagements pris il y a moins d'un an lors de la COP21 de Paris ! »

(1) Greenpeace, Inter-Environnement, etc.